

D É C I S I O N

QUÉBEC

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

D-2005-165

R-3583-2005

22 septembre 2005

PRÉSENTS :

M. Michel Hardy, B.Sc.A., MBA

M. Anthony Frayne, B.Sc. (Écon.), MBA, FCA

M^e Louise Rozon, B. Sc. Soc., LL.L.

Régisseurs

Stratégies énergétiques (S.É.)

et

**Association québécoise de lutte contre la pollution
atmosphérique (AQLPA)**

Demanderesses

et

Hydro-Québec (TransÉnergie)

Transporteur

Décision

Demande de révision de la décision D-2005-150 (dossier R-3549-2004 – Phase 2) quant au refus de la demande d'intervention de SÉ-AQLPA

1. INTRODUCTION

Le 17 août 2005, la Régie de l'énergie (la Régie) rejette la demande d'intervention de S.É./AQLPA (les demanderesse) dans le cadre du dossier R-3549-2004 relatif à la modification des conditions de service de transport d'Hydro-Québec (le Transporteur)¹.

Les demanderesse demandent la révision de cette décision. Elles ajoutent à leur requête une demande d'ordonnance de sauvegarde afin de leur permettre d'intervenir et de participer au processus d'examen du dossier R-3549-2004 jusqu'à ce que la Régie ait statué sur leur demande de révision.

La Régie convoque les demanderesse et le Transporteur à une audience le vendredi 16 septembre 2005. Cette audience ne porte que sur l'ouverture à la révision et sur l'examen au mérite. La demande d'ordonnance de sauvegarde est exclue puisque la décision doit être rendue en temps opportun. La Régie prend le dossier en délibéré à compter de cette date.

2. OPINION DE LA RÉGIE

Selon la Loi sur la Régie de l'énergie² (la Loi), l'article 37 prescrit trois cas donnant ouverture à la révision d'une décision :

« 37. La Régie peut d'office ou sur demande réviser ou révoquer toute décision qu'elle a rendue :

1^o lorsqu'il est découvert un fait nouveau qui, s'il avait été connu en temps utile, aurait pu justifier une décision différente;

2^o lorsqu'une personne intéressée à l'affaire n'a pu, pour des raisons jugées suffisantes, présenter ses observations;

3^o lorsqu'un vice de fond ou de procédure est de nature à invalider une décision.

Avant de réviser ou de révoquer une décision, la Régie doit permettre aux personnes concernées de présenter leurs observations.

Dans le cas visé au paragraphe 3^o, la décision ne peut être révisée ou révoquée par les régisseurs qui l'ont rendue. »

¹ Décision D-2005-150, dossier R-3549-2004, 17 août 2005.

² L.R.Q. c. R-6.01.

Comme les décisions de la Régie sont sans appel, les dispositions relatives à la révision constituent des exceptions à la règle et doivent être interprétées limitativement. Il doit être démontré qu'une demande rencontre l'un des trois cas d'ouverture prévus, sinon elle est rejetée sans examen au mérite.

Les demanderesse soutiennent que la décision D-2005-150 est entachée d'un vice de fond de nature à l'invalider en ce que, d'une part, la Régie a arbitrairement rejeté leur demande aux termes d'une décision illogique et que, d'autre part, cette décision a été rendue sur la base d'un critère d'intervention distinct de l'intérêt public, incompatible avec l'article 5 de la Loi.

2.1 INCOMPATIBILITÉ DES MOTIFS INVOQUÉS AVEC L'ARTICLE 5 DE LA LOI

Les demanderesse prétendent que la Régie leur a appliqué une norme sur l'intérêt distinct propre aux tribunaux judiciaires, au lieu d'appliquer celle qui découle de l'article 5 de la Loi. Exiger un intérêt d'intervention distinct de l'intérêt public est, selon les demanderesse, incompatible avec ledit article.

La Régie ne fait pas la même lecture que les demanderesse de la décision D-2005-150. Elle reproduit ci-après les passages pertinents de cette décision auxquels font référence les demanderesse. Ainsi :

« [...] Les motifs invoqués par cet intéressé à l'appui de son intervention ne convainquent pas la Régie qu'il a un intérêt suffisant. Invoquer la recherche de la vérité des prix, un concept général de réglementation économique, n'est pas une préoccupation spécifique à cet intéressé. Il ne s'agit pas ici d'un intérêt concret qui distingue l'intéressé des autres membres de la société et qui laisse présager d'une participation utile au dossier.

La politique de rabais, les services complémentaires, le service de la charge locale ainsi que l'entretien des postes de départ n'ont pas de lien direct ou spécifique avec les intérêts que défend S.É./AQLPA. De plus, ces sujets sont abordés par divers intéressés concernés par les conséquences de ces politiques tarifaires.

S.É./AQLPA n'a pu établir un lien direct ou substantiel entre ces sujets de nature tarifaire et technique et son intérêt. La décision à venir dans ce dossier n'aura pas d'impact sur cet intéressé et sa participation n'est pas susceptible d'être utile sur

le plan de l'intérêt public. Ces facteurs dictent à la Régie le rejet de sa demande d'intervention [...]. »³ (Nous soulignons)

L'interprétation des demanderesses est incorrecte, résultant d'une lecture sélective des motifs évoqués au soutien du rejet.

On ne retrouve à la décision aucune référence à un « intérêt distinct de l'intérêt public », tel qu'allégué par les demanderesses. On y traite plutôt « [...] d'un intérêt concret qui distingue l'intéressé des autres membres de la société et qui laisse présager d'une participation utile [...] ».

Il n'est pas question ici d'intérêt distinct de l'intérêt public. La première formation a rejeté la demande d'intervention des demanderesses parce qu'elle n'était pas convaincue que celles-ci avaient un intérêt suffisant, concret. Cet intérêt est notamment évalué à partir du lien existant entre les sujets d'étude proposés et les intérêts défendus par un intéressé.

Ce moyen est rejeté.

2.2 CONTRADICTION, ILLOGISME ET ARBITRAIRE DE LA DÉCISION D-2005-150

Les demanderesses reprochent à la Régie de s'être contredite en accueillant la demande d'intervention du Regroupement national des Conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ) et en rejetant la leur. Pour les demanderesses, cette contradiction rend la décision illogique. De plus, l'absence d'une cohérence logique entre l'acceptation du RNCREQ et les motifs pour lesquels leur demande est rejetée rendent ce refus arbitraire.

Ce moyen est également rejeté. La décision rejetant la demande d'intervention des demanderesses est suffisamment motivée, ne comporte aucun illogisme et sa conclusion n'est pas insoutenable. C'est dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire que la Régie est parvenue à cette conclusion. La première formation est seule responsable de la conduite du dossier et peut, seule, déterminer si les demanderesses étaient susceptibles d'y contribuer utilement. Outre son intérêt dans un dossier, tout intéressé doit démontrer qu'il peut éclairer la Régie dans ses délibérations. Ce volet est au cœur de l'exercice du pouvoir discrétionnaire de la Régie.

³ Décision D-2005-150, dossier R-3549-2004, 17 août 2005, page 5.

La première formation n'a pas commis d'erreur susceptible d'invalider sa décision.

Les demanderesse peuvent en tout temps se faire entendre en soumettant des observations, tel que le prévoit le Règlement sur la procédure de la Régie de l'énergie⁴.

La première formation se devait d'analyser le mérite de chaque demande; l'octroi du statut d'intervenant à un tiers autre que les parties concernées n'est pas acquis. Dans le présent dossier, la Régie devait décider, sur la base des critères qu'elle a pris soin d'énoncer à la décision, si la participation des intéressés était susceptible d'être utile au dossier. Elle a conclu par la négative dans le cas des demanderesse, en motivant sa décision en termes précis, clairs et intelligibles. Ce que les demanderesse exigent de la présente formation, c'est qu'elle se substitue à la formation ayant statué sur leur demande de participation, ce qui serait inapproprié dans le cas présent.

Les demanderesse n'ont pas convaincu la présente formation que la décision D-2005-150 est entachée d'un vice de fond de nature à l'invalider.

Pour ces motifs,

La Régie de l'énergie :

REJETTE la demande de révision de Stratégies énergétiques et de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique.

Michel Hardy
Régisseur

Anthony Frayne
Régisseur

Louise Rozon
Régisseure

⁴ (1998) 130 G.O. II, 1245.

Représentants :

- Hydro-Québec représentée par M^e Carolina Rinfret;
- Stratégies énergétiques (S.É.) et l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA) représentées par M^e Dominique Neuman.